L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 14 JUILLET 1877. 50me Année.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS.
SAMEDI MATIN 14 JUILLET.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Par Placide J. Spear, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale—joli maisonnette sur la grande route St-Jean, avec une portion de terre, dans le troisième district.

Par C. E. Girardey, à la Bourse d'Encan, rue Charles, rue St-Charles—joli maison cottage rue Robertson, entre Esplanade et Kerlerec.

Par J. R. G. Pitkin, Master Special, à l'entrée principale de la Douane—le Canal street, City Park and Lake Railroad, ainsi qu'un certain lien de terre situé au faubourg Jackson, dans le deuxième district.

Par O. Valeton, 27 Nos. 93 et 95 de la rue des Magasins—meubles.

Ventes de succession.—Actions de banque, de chemins de fer, de Compagnies d'assurance et un joli cottage près la rue Esplanade, pour le compte des successions de Charles Léaumont et de Charles Link, à vendre aujourd'hui à midi à la Bourse d'Encan St-Charles, par C. E. Girardey, encanteur. Nous appelons sur cette vente l'attention de nos lecteurs.

Les élections dans la paroisse St.-Martin.

La paroisse St. Martin a toujours eu une majorité foncièrement démocratique, mais, à différentes reprises, les radicaux, à l'aide de certaines manœuvres pour empêcher l'enregistrement des démocrates, et des pratiques habituelles de leur parti, pour la manipulation des résultats électoraux, ont réussi à faire déclarer leurs candidats élus.

Le Bureau des Compilateurs, réorganisé par une loi récente de la Législature, a eu à s'occuper des résultats de la dernière élection dans cette paroisse, et voici un extrait du compte-rendu de sa séance du 10 juillet, d'après le *Democrat* :

Le Bureau s'est occupé ensuite des rapports de la paroisse St. Martin. La compilation des documents soumis au Bureau indiquait un partage égal des voix pour la place de juge de paroisse.

Il a été établi d'une manière concluante que dans les rapports originaux de cette paroisse, les fraudes les plus graves avaient été commises. Les feuilles du compte (*tally lists*) de différents wards de cette paroisse, situés à plusieurs milles les uns des autres, indiquaient clairement qu'elles avaient été FAITES PAR LA MÊME PERSONNE, et les totaux, d'abord écrits au crayon, ne laissaient aucun doute dans l'esprit de chacun des membres du Bureau que les feuilles de compte et les rapports des commissaires n'eussent été faits après l'achèvement de l'état consolidé du contrôleur (supervisor) et en vue de correspondre aux chiffres de cet état.

On pouvait constater que les additions au crayon des feuilles de compte avaient été effacées et remplacées par des totaux à l'encre, et l'aspect de plusieurs des feuilles indiquait que même après cela des altérations avaient été effectuées.

Le Bureau a reçu aussi des informations établissant qu'il existe des preuves écrites montrant que les rapports ont été faits dans cette ville puis envoyés dans la paroisse pour être remplacés par ceux du Bureau des Retours de Wells, ce qui ne laisse aucun doute dans l'esprit de tous les membres du Bureau qu'on a falsifié les rapports.

Un examen attentif des papiers a été fait par l'orateur Bush et les sénateurs Zacharie, Robertson et Allain, et après discussion, la résolution suivante a été adoptée :

Résolu, que le Bureau informe le Gouverneur qu'il a été hors d'état de vérifier quels étaient les fonctionnaires élus dans la paroisse St. Martin, faute d'avoir pu obtenir une copie certifiée des rapports du greffier de la Cour de District de la dite paroisse, jusqu'au 23 avril 1877, plus de six mois après l'élection, date à laquelle M. Delahoussaye fils a envoyé au Bureau un document qui était soi-disant l'état consolidé des votes donnés à St. Martin dans la récente élection, mais sans joindre à l'état consolidé l'état des votes et les feuilles de comptes des différents bureaux, laissant ainsi le Bureau sans éléments pour compter les votes de la dite paroisse autres que les rapports partiels trouvés dans le bureau du Secrétaire d'Etat, lesquels offrent des traces évidentes de falsifications par des personnes inconnues du Bureau.

C'est dans la séance du 10 juillet que le Bureau des compilateurs adoptait cette résolution. Or, le *Times*, d'hier, 13 juillet, contenait l'étrange communication qui suit portant aussi la date du 10 juillet.

AVIS.

St-Martinville, 10 Juillet 1877.

A Son Excellence F. T. Nicholls, Gouverneur de la Louisiane.

Monsieur,—Ayant été dûment élu à la dernière élection générale, tenue le 7 novembre 1876, et déclarés tels par le seul corps légal ayant le pouvoir d'après la loi de faire et de promulguer les dits rapports "savoir le Bureau des retours" et assermenté l'engagement prêté par vous envers le Président des Etats Unis de ne destituer ni inquiéter aucun des fonctionnaires dûment élus, qu'ils soient républicains ou non, et croyant que c'est notre devoir de soutenir les principes de notre forme de gouvernement en maintenant les droits que nous a donnés la majorité des votants de la paroisse St-Martin, nous vous requérons instamment, en raison de votre engagement sus-mentionné, de vous désister de la tentative actuellement faite de nous expulser de nos emplois, et nous dénonçons expressément cette mesure comme de nature à porter la violation du serment prêté et de plus, nous vous avertissons que nous sommes résolus, dans le cas où la force devrait employée pour nous expulser de nos emplois, à REPOUSSER LA FORCE PAR LA FORCE et à laisser retomber la responsabilité sur ceux à qui elle appartiendra.

Le droit est le droit" et la liberté est trop chère pour y renoncer.

Très respectueusement,

ERNEST DELAHOUSSAYE, Recorder.
ALCIDE VEAZEY, Greffier de Cour.
CARTER BASSETT, Juge de Paroisse.

Il est difficile d'imaginer quelque chose de plus audacieux qu'un pareil document. Au moment où les membres du nouveau bureau, comprenant le sénateur républicain Allain, constataient, à l'unanimité, les fraudes grossières opérées dans les documents électoraux de la paroisse St-Martin, les élus de cette fraude adressaient un véritable défi à l'autorité du gouverneur Nicholls, en invoquant la souveraineté du peuple et le droit de la majorité et se mettaient virtuellement en insurrection contre le gouvernement en menaçant de *repousser la force par la force*.

Le gouverneur Nicholls n'a qu'une réponse à faire à ce défi, c'est de destituer immédiatement les signataires en remplissant les vacances constatées par le bureau; puis il devra déférer à la justice criminelle le dossier électoral de la paroisse St-Martin, afin que celle-ci recherche l'auteur ou les auteurs des fraudes et altérations commises, et notamment celui qui a fabriqué des feuilles de compte pour différents wards et bureaux d'élection. Nous connaissons assez notre gouverneur pour être certain qu'une menace et une provocation ne feront que hâter la décision qu'il avait à prendre dans le cas de la paroisse St-Martin. Bonne et prompte justice sera faite, cela n'est pas douteux.

COLLÈGE STANISLAS.—Les exercices de fin d'année au collège Stanislas, à la baie St-Louis, auront lieu le 16 juillet à 7 heures du soir.

COLLÈGE JEFFERSON.—Les exercices de fin d'année au collège de Jefferson, paroisse St-Jacques, auront lieu le 23 juillet à 8 heures du matin.

OLIVES.—OLIVES.—M. A. Nadal, rue Decatur 42, a à vendre, en débarquement du navire Hombolt, des Olives verdales, Saucissons de Lyon et Vins en caisses et en barriques des caves du Grand Hotel de Paris.

MEUBLES! MEUBLES!!—Ce n'est pas à tort que la maison de Jos. B. Hubbard, au coin des rues Remparts et Perdido, est appelée le "Palais des Meubles". On trouve, en effet, dans cette fabrique, des meubles de tous genres, de toutes formes, de tous styles et de tout prix. Ils sont tous très habilement et très solidement confectionnés. Allez y et voyez de vos propres yeux.

—Samedi est venu devant le tribunal de police correctionnelle de Beaune, le procès intenté à M. Paul Bouchard.

On sait que le conseiller général de Beaune s'était compromis d'avoir colporté sans autorisation une adresse au président de la République.

M. Paul Bouchard a été condamné à un mois de prison et 25 fr. d'amende.

Un jour de fête aux petits orphelins.

—M. John J. Brown, l'habile capitaine du *Gov. Allen*, n'a pas manqué, une seule fois, depuis plusieurs années, de mettre, à cette époque-ci, son magnifique bateau à la disposition des directeurs des asiles de la Nlle-Orléans, en les invitant à donner un jour de récréation aux pauvres petits orphelins qui leur sont confiés.

La fête a eu lieu cette année, comme d'habitude. Le *Gov. Allen*, ayant à bord beaucoup d'appareils de sauvetage et remorquant une grande barge pour plus de précaution, est parti de son quai vers dix heures du matin et a monté le fleuve. Les passagers étaient un nombre d'environ huit cents. Une brillante fanfare leur procurait un avant goût du plaisir qui les attendait à l'endroit de destination.

Vers midi, le bateau s'est arrêté un peu au-dessus de Carrollton, en face de la belle habitation de Mr Charles Hodges, où les enfants et les amis qui les accompagnaient ont passé une journée dont ils garderont longtemps le bon souvenir. Mr Hodges a généreusement offert aux "excursionistes" l'usage de sa résidence et de son jardin.

A cinq heures, le "Gov. Allen" est reparti pour la ville. En arrivant à Carrollton, le capitaine a proposé un débarquement général afin d'aller visiter le jardin de l'hôtel : sa motion a été adoptée avec un bruyant enthousiasme, et, pendant une heure, les enfants ont pu, à leur aise, parcourir les longues allées, contempler les arbres et jouir de la vue des fleurs.

Les "excursionistes" étaient de retour en ville vers sept heures et demie du soir.

Les membres de la presse remercient le capitaine Brown, le président du comité d'arrangements, le capitaine W. I. Hodgson et ses aides si aimables, Mr M. Johnson Armstrong, Mr Hirman, le juge Tissot, le major C. A. Richards et le Dr Chastant des politesses dont ils les ont comblés.

Nous nous faisons, auprès du capitaine Brown, les interprètes des pauvres petits orphelins qui lui sont vivement reconnaissants de toutes ses bontés à leur égard.

LE DROIT DE GRACE ET LE CONDAMNÉ GUIDRY.—Sous le dernier régime on s'est plaint avec raison de l'abus qui a été fait du droit de grâce, nous n'aurons pas à craindre un pareil abus de la part du gouverneur Nicholls qui n'exercera jamais ce droit sans avoir les meilleures raisons pour modifier les arrêts de la justice. Si c'est un devoir pour la presse de critiquer l'abus qui peut être fait du droit de grâce, nous croyons qu'elle doit s'abstenir de toute critique inconsidérée sur la résolution prise par un gouverneur de ne pas l'exercer dans un cas donné. Le chef du pouvoir exécutif est seul juge de la question de savoir s'il doit interposer son pouvoir pour arrêter l'exécution d'une sentence. Il est trop facile en publiant des informations partielles sur une affaire de créer dans le public un sentiment de commisération pour un condamné qui n'en est pas digne.

Tel a été le cas pour le condamné Guidry qu'on a représenté comme ayant agi sous l'impulsion d'un sentiment de jalousie quand il a assassiné le malheureux Beale. La vérité est que la femme de Guidry poursuivait son divorce à cause des déréglements de son mari et que Beale comptait l'épouser après le divorce prononcé, mais rien n'indique qu'il y ait eu des relations adultères entre eux. Guidry avait conservé avec Beale des relations amicales et c'est au moment où il venait encore de lui serrer la main, qu'il l'a froidement assassiné pendant que celui-ci lisait un journal. Depuis qu'il était en prison à la Nouvelle-Orléans, Guidry avait essayé de soudoyer un prisonnier qui devait être libéré, afin de faire assassiner l'avocat de district et il avait menacé aussi de tirer vengeance de ses témoins.

Le jury avait condamné Guidry en pleine connaissance de cause et c'est aussi en pleine connaissance le cause que le gouverneur a refusé de commuer la peine du condamné.

Le droit d'un enfant de la Sainte-Famille.

Une grande fête champêtre sera donnée dimanche, 29 juillet, au jardin Magnolia, Pont du Bayou, au front de l'Asile des Enfants de la Sainte-Famille, situé Chemin du Bayou, No 272. Les enfants y seront certainement. Le programme des jeux que nous avons sous les yeux est extrêmement varié. Plusieurs vieillards de plus de *quatre-vingts* ans se sont inscrits pour une course à pied : un prix sera adjugé au vainqueur. On dansera le jour et on dansera la nuit. Nos remercîments au comité pour les billets d'entrée qui nous ont été adressés.

Le faux bruit.

On avait fait courir le bruit que le terrain de course des Fair Grounds avait été vendu aux Sœurs du Couvent des Ursulines, mais ce bruit était sans fondement. L'Association des Fair Grounds n'est fait inscrire en banqueroute, n'est vrai, mais la vente des terrains n'aura pas lieu avant quelque temps.

Saint miraculeux.

L'enfant de Mr B. M. Turnbull, petite fille âgée d'environ neuf ans, est tombée du balcon du troisième étage de la maison rue Dumaine No 80. Un passant devait être mortel, mais une domestique qui était sous le balcon a amorti la chûte et l'enfant en sera quitte pour quelques contusions peu dangereuses. Le Dr A. Landry, qui a été immédiatement appelé, a déclaré que l'enfant s'était sauvé mais échapper ainsi, a-t-il ajouté, c'est le cas le plus extraordinaire qu'il ait jamais vu.

Un condamné repris.

Il y a un an, Sylvestre Harrison fut jugé et convaincu d'avoir commis un assaut meurtrier sur M. James Matthews au point de la côte à 10 milles au-dessous d'Alger. Condamné à trois ans de travaux forcés au pénitencier, il s'évada et revint à Alger. Mardi soir, le sergent Pejon commandant la station d'Alger, fut informé de l'arrivée de Harrison et du lieu où il se cachait. C'était une certaine maison sur le raccourci à six milles en bas du fleuve.

Il s'y rendit avec plusieurs de ses hommes, mais Harrison s'était esquivé trois heures avant l'arrivée de la police. Il était retourné le lendemain au même endroit, dans l'espérance de la prendre, s'imaginant qu'il était allé au loin ne reviendrait pas à la charge. En cela, il se trompait : le sergent Pejon n'était pas homme à se laisser duper deux fois et Harrison a été surpris au lit et en plein sommeil. Amené à la station du huitième precinct, il n'en sortira que pour être reconduit à Baton Rouge.

Accident.

Jeudi, sur les 8 heures et demie, la voiture de Mr Joseph Hernandez a fait collision avec une autre voiture, conduite nous ignorons par qui, au coin des rues Washington et St. Charles. Le plus jeune fils de Mr Hernandez a été jeté hors de la voiture, mais nous nous sommes heureux d'apprendre en même temps que cette chûte violente lui a causé peu de mal.

Vol.

Hier matin vers une heure des voleurs sont entrés chez Mr. Canterberry, au coin des rues Villere et Canal et sont parvenus à s'évader en emportant une demi-douzaine de cuillers d'argent, marquées G. M., des hardes, du linge et $15 en billets de circulation.

Asile des enfants de la Sainte-Famille.

Une grande fête champêtre sera donnée dimanche, 29 juillet, au jardin Magnolia, Pont du Bayou, au front de l'Asile des Enfants de la Sainte-Famille, situé Chemin du Bayou, No 272. Les enfants y seront certainement. Le programme des jeux que nous avons sous les yeux est extrêmement varié. Plusieurs vieillards de plus de *quatre-vingts* ans se sont inscrits pour une course à pied : un prix sera adjugé au vainqueur. On dansera le jour et on dansera la nuit. Nos remercîments au comité pour les billets d'entrée qui nous ont été adressés.

Arrestation.

Les officiers Meyers et McDonald ont arrêté Wm. Williams, H. Bargetto et Charles Adam Abrahart, au marché Poydras, sur une accusation d'être des personnages dangereux et suspects et d'avoir commis un vol.

Loi du revenu.

Nous appelons tout spécialement l'attention de nos lecteurs et surtout des contribuables sur la loi publiée aujourd'hui à la troisième page du journal. Cette loi traite de l'assessement des propriétés, de la manière de le faire réduire, de la perception des taxes, de la vente des propriétés pour taxes et des moyens de les racheter, &c. Nous engageons les contribuables à mettre cette loi de côté pour la consulter à l'occasion.

Chronique de la Ville

Suicide pour cause de pauvreté.

Jeudi, dans l'après-midi, un nommé John F. Blanc, âgé de 50 ans, né en Louisiane, s'est suicidé chez lui chemin de Gentilly, près du chemin de Pontchartrain. C'est sa femme qui, sur les 9 heures du soir, l'a découvert pendu sous un hangar au fond de la cour. Il était, dit-elle, parti à 4 heures de l'après-midi, mais au lieu d'aller loin, comme il l'avait annoncé, il s'était rendu seulement sur les derrières de la maison et attachant une corde servant à étendre le linge au haut d'un poteau du hangar et se passant l'autre bout autour du cou, il s'était pendu.

Ses pieds ont été trouvés très éloignés du sol. On suppose qu'il s'était juché sur un baril et qu'après avoir ajusté la corde, il a poussé le baril du pied, manœuvre par laquelle il était resté suspendu dans le vide.

Blanc se trouvait dans une grande gêne et n'était pas employé depuis plus d'un an. Il en était très malheureux et en paraissait fort affecté. Cette raison a été probablement la cause déterminante de son désespoir. Sa volonté d'en finir avec les tribulations de ce monde était bien arrêtée, car on a trouvé dans sa chambre, sur une table, une fiole de laudanum dont il avait bu sans doute car elle était presque vide. Mme Blanc dit qu'il avait souvent dit que s'il ne trouvait pas de l'emploi il se tuerait. Ces choses là se disent fort souvent et sa famille n'y prit pas garde, mais le malheureux devait mettre à exécution ses sinistres idées.

Un condamné repris.

L'enfant de Mr B. M. Turnbull, petite fille âgée d'environ neuf ans, est tombée du balcon du troisième étage de la maison rue Dumaine No 80. Un passant devait être mortel, mais une domestique qui était sous le balcon a amorti la chûte et l'enfant en sera quitte pour quelques contusions peu dangereuses. Le Dr A. Landry, qui a été immédiatement appelé, a déclaré que l'enfant s'était sauvé mais échapper ainsi, a-t-il ajouté, c'est le cas le plus extraordinaire qu'il ait jamais vu.

Baptême d'une pompe à Incendie.

La compagnie de pompiers "Mississippi No 5" baptisera sa nouvelle pompe qu'elle vient de recevoir, et nous invite à assister à la cérémonie. Nous la prions d'agréer nos bien sincères remerciments pour sa politesse à notre égard.

Le Bureau de Santé.

Dans sa dernière séance le Bureau de santé s'est occupé de la question des vidanges, surtout en ce qui concerne les hôtels.

Une communication des propriétaires du City Hotel et St. James Hotel a été lue. La description de la fosse du City Hotel montre qu'aucune mesure n'a été prise dans cet hôtel, excepté l'eau des tuyaux de dégagement. On emploie chaque nuit vingt gallons de désinfectants et on ouvre les plugs. On a fait pour l'hôtel St. James la même déclaration, et les signataires demandent qu'un comité soit nommé pour inspecter les lieux.

Le rapport de l'inspecteur sanitaire du Premier District dit que chaque nuit le contenu liquide des fosses de l'hôtel St. James, s'écoule dans la rigole de la rue des Magasins entre une et deux heures du matin, en violation des ordonnances de la ville et qu'une fois par semaines les matières solides sont déchargées dans la rigole aux mêmes heures.

L'inspecteur dit que les rigoles des rues Magasins et Gravier en sont infectées et qu'il considère que la salubrité de ce quartier doit en souffrir.

Le président fait observer que tout cela est en violation directe des ordonnances de ville et pense que la loi doit être mise en vigueur.

Le Dr Taney demande qu'un comité soit nommé pour s'entendre avec les propriétaires d'hôtels et pour qu'en tout cas l'inconvénient signalé cesse. La motion a été adoptée.

On a la une lettre de Henry C. Hall, consul général des Etats Unis à la Havane, en réponse à une information demandée par le secrétaire du Bureau de santé.

Mr Hall dit dans sa lettre, que la santé publique à la Havane continue à être bonne. Il n'y a de cas de fièvre jaune que dans les hôpitaux militaires. En ville, on signale seulement des cas de fièvre typhoïde ou d'autres fièvres d'infection (malarial.)

Sur le rapport de l'inspecteur sanitaire du second district, le Bureau recommande la réparation des murs et des fosses des cimetières de la rue Claiborne, qui ont besoin de replatrage. Les murs aussi sont en mauvais état. Le rapport sera référé au Conseil de ville.

Le Bureau a reçu pendant le mois $3,629.56, et a déboursé $3,391.63. Restent $387.93.

Vol important.

Jeudi soir, un individu ayant sur sa personne une somme considérable d'argent, est entré dans une maison mal famée de la rue des Dryades, près Union, habitée par des femmes de couleur, et a été volé de cet argent. La police, informée du fait, a arrêté hier soir, plusieurs des voleuses, entr'autres Malinda Wiltz et Lilia Aldrich. Cette dernière a été trouvée à Carrollton, ayant en sa possession $960, une faible partie du montant volé.

La disette d'eau dans le 2me District.

De tous les Districts de la ville, le Troisième est, assurément, le plus éprouvé par la sécheresse. Plusieurs personnes habitant ce District nous prient de signaler le fait à l'attention des autorités de la ville et leur suggèrent de faire ouvrir les pompes publiques pour qu'elles puissent en recueillir l'eau nécessaire à leur consommation journalière.

Arrestation.

Les officiers Meyers et McDonald ont arrêté Wm. Williams, H. Bargetto et Charles Adam Abrahart, au marché Poydras, sur une accusation d'être des personnages dangereux et suspects et d'avoir commis un vol.

Bureau de Police.

Ce Bureau n'est réuni hier soir, sous la présidence du Dr Kennedy. Les officiers Fitzgerald, McEntee et Roper ont été sévèrement réprimandés pour s'être présentés à la station sans leurs uniformes, violant en cela un des règlements de la force.

L'officier Posey a été condamné à payer une amende pour s'être payé une tasse de café au marché de la rue Dryades, pendant ses heures de service.

Le sergent Galon, accusé d'infidélité en ne portant pas de plainte contre Posey, a été honorablement acquitté : celui-ci déposant devant le Bureau, qu'il avait réussi à s'esquiver du marché avant que le sergent ne l'eût vu.

TEMPERATURE,—13 juillet 1877,

Thermomètre de	Fahrenheit.	Centigrade.
6 du matin.....	83	28
Midi.....	91	33
3 P.M.....	96	35
6 P.M.....	90	32

LA LOGIQUE EN POLITIQUE.—On lit dans le *Journal de la Meurthe et des Vosges* :

On se souvient que, dans un long et fastidieux discours, M. Jules Ferry a reproché avec amertume au maréchal et au cabinet du 16 mai d'interdire pendant trois mois la parole aux députés par la dissolution légale.

L'ex-préfet de la Seine oubliait que le 4 septembre 1870, il avait dit insolemment à une députation du Corps législatif, présidée par M. Jules Grévy, qui s'était rendue à l'Hôtel-de-Ville :

"Le gouvernement actuel est parfaitement décidé à ne pas tolérer les débats stériles du Corps législatif. Vous pouvez, si tel est votre désir, vous réunir, à vos risques et périls, dans quelques bureaux de la Chambre ou ailleurs ; mais pour ce qui est d'avoir des réunions générales dans la salle des séances, il n'y faut pas songer. Nous n'en voulons pas et loin de nous y prêter, nous les empêcherons !

"Par conséquent, il est tout à fait inutile de nous demander d'assurer la liberté de vos délibérations dans de telles conjonctures !"

—*L'Officiel* a publié le rapport de la commission du budget sur l'ouverture du crédit de 309 millions, au compte de liquidation. On sait que ce crédit a été voté, l'autre jour, par la Chambre.

Nous extrayons de ce rapport ce qui a trait aux nouvelles fortifications à construire :

Fr. 38,850,000 sont destinés à continuer les travaux de défense du Nord-Est, de l'Est, du Sud-Est et de Paris, ainsi que ceux de la défense des côtes, et à faire quelques améliorations importantes aux places déjà prêtes. Il s'agit toujours de l'exécution de la loi du 25 juillet 1874 ; toutefois, le moment approche où l'on pourra entreprendre ailleurs la défense du territoire. La frontière du Nord, qui s'étend de Dunkerque à la trouée de Chimay, veut être protégée : elle réclame la construction de trois groupes défensifs : celui de Dunkerque, Bergues et Gravelines, celui de Lille, Douai et enfin le groupe des places comprises entre l'Escaut et la Sambre.

En attendant que, en temps opportun, une loi procède au classement de ces nouvelles fortifications, il est bien entendu que les travaux seront établis conformément aux avis de la commission de défense, en exécution des prescriptions de la loi du 10 juillet 1851.

—No 1.—

August Plower—Les êtres les plus malheureux au monde sont ceux qui souffrent de la dyspepsie et d'affections du foie. Plus de soixante-quinze pour cent de la population des Etats Unis souffrent de ces deux maladies et de leurs conséquences, telles que : acidité de l'estomac, mauvaise haleine habitue le, palpitations du cœur, sensation de brûlure à l'épigastre, douleur au creux de l'estomac, jaunisse, langue saburrale, mauvais goût à la bouche, rapports, humeur noire, etc. Allez chez votre pharmacien et procurez vous un flacon de la vraie Quinine Wincarnis ou une bouteille du Lait Antiglaireux pour le cts. Essayez-en. Deux doses vous soulageront.

Vendu par tous les pharmaciens des Etats Unis, et, en gros, par E. J. Hart & Co. et H. Pinay & Co., J. L. Lyons et Prédéricain & Harte, Nouvelle-Orléans.

—13 !—

Cessez de fatiguer le système avec des amers divers drastiques, cathartiques et autres remèdes de rée pétant raisonnés et stimulants. Votre tetter's Stomach Bitters, dont le succès dans l'éradication du mal et la réforme des constitutions faibles a entièrement réfuté les conditions indiquant qu'il insinuerait d'une manière sûre et agréable les propriétés d'un traitement propre à vider le système pour lui rendre la santé. Il peut, une dige tion facile, des évacuations régulières, un duc naturel de bile, sont très aussi conséquences de l'usage des meilleures toniques américains, que la perte croissante de l'irritation qui y existe en outre la combinaison de l'ancienne méthode de traitement. La nouvelle ère inaugurée par les "Bitters" est, en vérité, une bonne fortune pour les malades et les faibles, car elle a non seulement mis la santé à leur portée, mais elle les a encore sauvés des conséquences fâcheuses d'une pratique erronée.

Décédé, hier à midi et demi, à l'âge de cinquante-six ans, EUGÈNE DENAU, né à Fumel, département de Haute-Garonne, France. Ses amis et connaissances sont priés d'assister à ses funérailles qui auront lieu ce matin à neuf heures précises. Le convoi funèbre partira de sa dernière résidence rue Orléans, No 142, entre les rues Broad et White.

De la part de ses amis.

Décédée, hier à 6 heures du matin, à l'âge de onze mois et treize jours, LAURENCE, fille de G. SORAPURU et GUADALUPE DE SAUTO.

Les connaissances des deux familles sont priées d'assister à l'enterrement qui aura lieu ce matin, à 9 heures. Le corps est exposé rue St-Antoine, entre Craps et Amour.

De la part de ses parents.

Nlle-Orléans 14 juillet 1877.

Maladies de l'Œil et de l'Oreille.
Dr C. BEARD, Oculiste,
ORLEANS INFIRMARY,
No 142 rue du CANAL.

LES maladies de la campagne trouveront à l'infirmerie les facilités nécessaires pour leur entretien. 27 avril—6m—PP

SOCIETA ITALIANA DI MUTUA BENEFIENZA—I membri che compongono la suddetta Società sono informati che pendente l'assenza del Dr J. Castellanos, il Dr J. T. Moreau presterà provvisoriamente i suoi servigi di medico chirurgo per la Società.

La sua residenza No 355 Dumaine vicino Johnson. Ufficio dalle 12 alle 3 ore P. M. strada Orleans al canto Burgundy.

11 juillet—1 J. M. V. D. E. TROIS, Segretario.

Bureaux de la Compagnie du chemin de fer de la Nouvelle-Orléans et de Carrollton—Nouvelle-Orléans, 7 juillet 1877. A une réunion spéciale du Bureau des Directeurs tenue il y a 6 mois environ, la dividende de deux et demi pour cent sur les profits nets des deux derniers mois, a été déclaré payable aux actionnaires de la Compagnie ou à leurs ordres dûment autorisés, à partir du vendredi, 20 de ce mois.

WALTER V. GROUOM, Secrétaire et Trésorier

9juil—juin20

Bureaux de la compagnie du Gaz de la Nlle-Orléans—Division de CARROLLTON—Nlle-Orléans, 12 juillet 1877—Au meeting des Directeurs de cette compagnie, un dividende de (3) trois pour cent a été déclaré payable aux actionnaires, à dater du 2 juillet 1877

V. RIVIERE, Secrétaire.

14 juillet—14, 15, 22.

Office of the New Orleans Insurance Company—Corner of Canal & Camp streets—N. O. July 12th 1877—At a meeting of the Board of Directors held this day, it was resolved to pay the semi-annual interest and five per cent on the Capital stock, to the stock-holders, or their legal representatives, on and after the first Monday of August next.

JOS. A. HINCKS, Secretary pro tem.

July13—7.

Bureau de New Orleans Insurance Company.—A cette date nos Banc et Compagnie—Nouvelle-Orléans, 12 juillet 1877.—A notre réunion de directeurs, il a été résolu de payer le dividende-intérêt semi annuel de cinq pour cent sur le capital aux actionnaires de la dite compagnie, à dater du premier lundi d'août prochain.

JOS. A. HINCKS, Secrétaire pro tem.

13 juil.—7t.

Avis.—Bureaux du People's Insurance Company, No 58 rues Canal et Camp.—Nouvelle-Orléans, 11 juillet 1877.—L'élection, annuelle de directeurs de cette compagnie aura lieu, SAMEDI, 14 du courant, de 10 heures du matin à 2 heures de l'après midi, aux bureaux de la compagnie, No 19 de la rue Carondelet.

P. M. SCHNEIDAU, 13 juillet—15t Secrétaire.

Salle du Vigilant Assam Fire Company No 3.

Au Coin des rues Galvez et Chemin du Bayou.

Nouvelle-Orléans, 12 juillet 1877.

Avis est donné aux officiers et aux membres de la Compagnie, actifs et exempts, qui doivent prendre part à l'excursion à Ocean Springs, Miss., et s'assembler, à la maison de Compagnie, SAMEDI 14 juillet 1877, à 6 heures et demie du matin. Chemises, cannirons et chapeaux de paille.

Les invités sont priés d'être ponctuels, car la compagnie partira à 7 heures et demie du matin pour aller s'embarquer au coin des rues Victoire et Champs-Elysées, où sera le train.

Par ordre,

HENRY LUSSE, Foreman.

GEO. H. TARDY, Chairman du Comité d'Excursion.

13 juil—

Bureau de la Compagnie du Chemin de Fer de la Nouvelle-Orléans et de Carrollton—Nouvelle-Orléans, 7 juillet 1877. A une réunion spéciale du Bureau des Directeurs tenue il y a 6 mois environ, la dividende de deux et demi pour cent sur les profits nets des deux derniers mois, a été déclaré payable aux actionnaires de la Compagnie ou à leurs ordres dûment autorisés, à partir du vendredi, 20 de ce mois.

WALTER V. GROUOM, Secrétaire et Trésorier

3